

LE DEVOIR

VOL. C N° 225

LE LUNDI 5 OCTOBRE 2009

1,10 \$ + TAXES = 1,25 \$

Les mensonges de Cinar...

La coproduction internationale *Robinson Sucroé* ne respectait pas les règles de financement

BRIAN MYLES

Après avoir nié l'évidence pendant 13 années de guérilla judiciaire contre Claude Robinson, Cinar reconnaît finalement que la série d'animation *Robinson Sucroé* ne respectait pas les règles de financement des coproductions internationales.

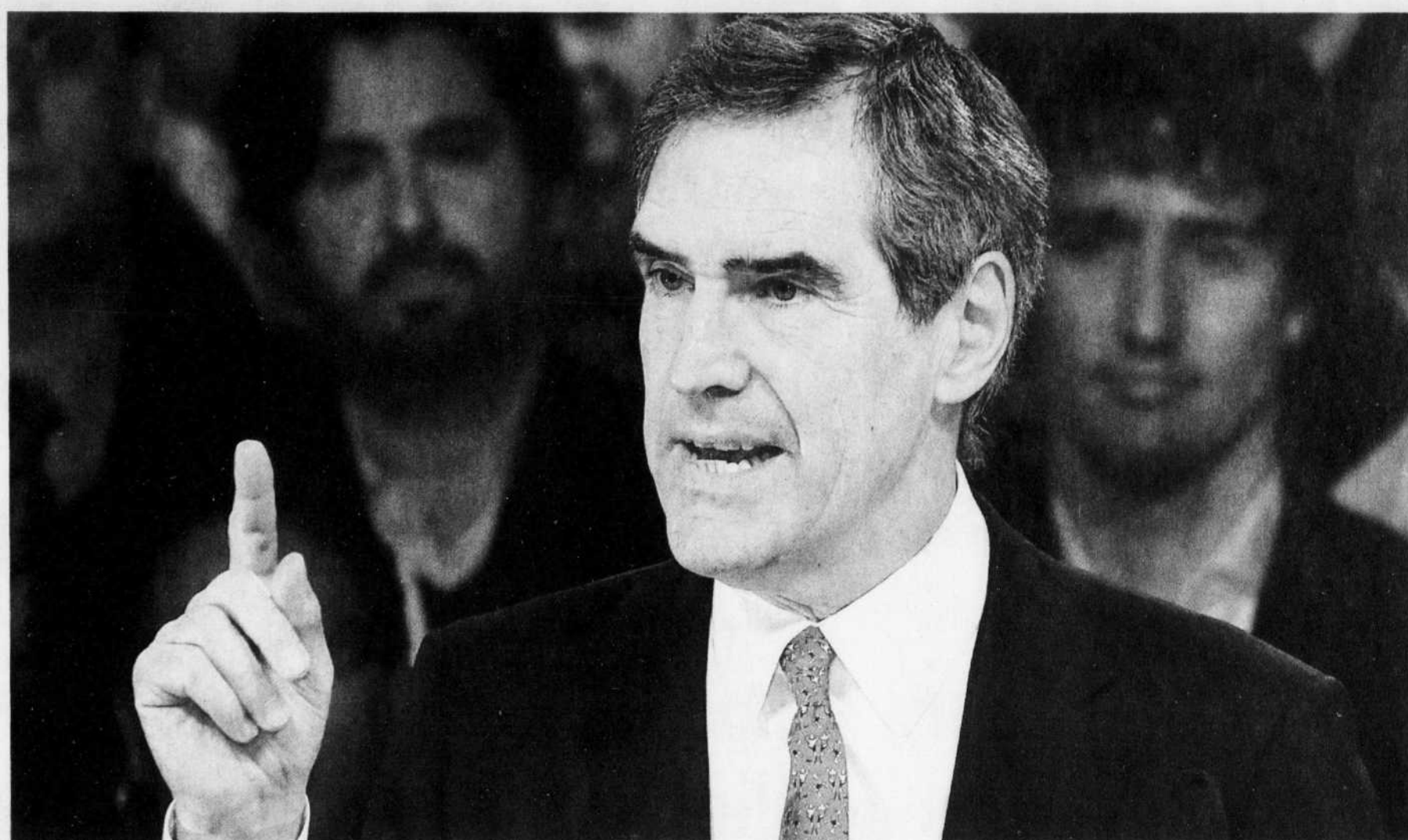
Cet aveu indirect offre une mince consolation à Claude Robinson, à qui le juge de la Cour supérieure Claude Auclair a redonné les pleins droits sur son œuvre, le 26 août dernier. Dans un jugement assésin qui

Le récent acte de contrition de Cinar n'est pas désintéressé

pourfend les «bandits à cravate ou à jupon», le juge Auclair a condamné Cinar, son ex-dirigeant Ronald Weinberg, le scénariste Christophe Izard et une kyrielle de défenseurs à verser 5,2 millions à Claude Robinson (dont 1,5 million en frais d'avocats). Ils sont tenus conjointement et solidairement responsables d'avoir plagié son œuvre originale de *Robinson Curiosité*.

Dans sa requête pour permission d'en appeler, déposée à

VOIR PAGE A 8: CINAR



Michael Ignatieff entouré de son équipe québécoise, dont les députés Pablo Rodriguez et Justin Trudeau, hier, à la fin du congrès du PLC-Q, à Québec.

Le PLC tourne la page Coderre

Ignatieff change d'idée et nommera bientôt un lieutenant québécois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Québec — Tourner la page de l'épisode Coderre et se serrer collectivement les coudes: après deux semaines de déchirements publics, les libéraux du Québec (PLC-Q) ont tenté hier de projeter l'image d'une équipe unifiée, alors que

Michael Ignatieff appelait ses troupes à la loyauté.

S'adressant aux militants et aux députés du PLC-Q réunis en congrès à Québec, M. Ignatieff a entamé son discours en indiquant clairement que «l'équipe, c'est vous, et le chef, c'est moi». Ce sera là l'une des deux seules allusions faites à la démission de son lieutenant politique Denis Coderre, l'autre étant

que «la fidélité et la loyauté, chez nous, c'est pour une institution [le PLC], pas pour une personnalité».

Le reste du discours de M. Ignatieff fut plutôt celui d'un chef cherchant à mobiliser ses troupes en vue de la prochaine campagne électorale. Il a vivement critiqué la gestion économique du gouvernement Harper, qu'il qualifie d'«incompétent,

arrogant et indifférent». M. Ignatieff a lancé que le principal défi pour les libéraux serait de convaincre les Québécois d'éviter le «vote de contestation» et de choisir la «seule alternative» possible aux conservateurs.

Mais il y aura plus: les libéraux devront aussi relever le défi de passer outre aux répercussions du départ de Denis Coderre pour

mener une campagne efficace. Hier, le nom de M. Coderre rebondissait au détour de plusieurs conversations de coulisses. Et dans les corridors, à micro ouvert ou fermé, plusieurs se montraient

VOIR PAGE A 8: PLC

■ Lire aussi la chronique de Chantal Hébert, page A 3



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Des adieux à l'image de Pierre Falardeau

■ À lire en page A 2

INDEX

7 178313 102380 116	Annances..... B 4
	Avis publics.. B 6
	Convergence.. B 7
	Décès..... B 4
	Météo..... B 5
	Mots croisés.. B 5
	Sudoku..... B 6
	Télévision..... B 7

L'ENTREVUE

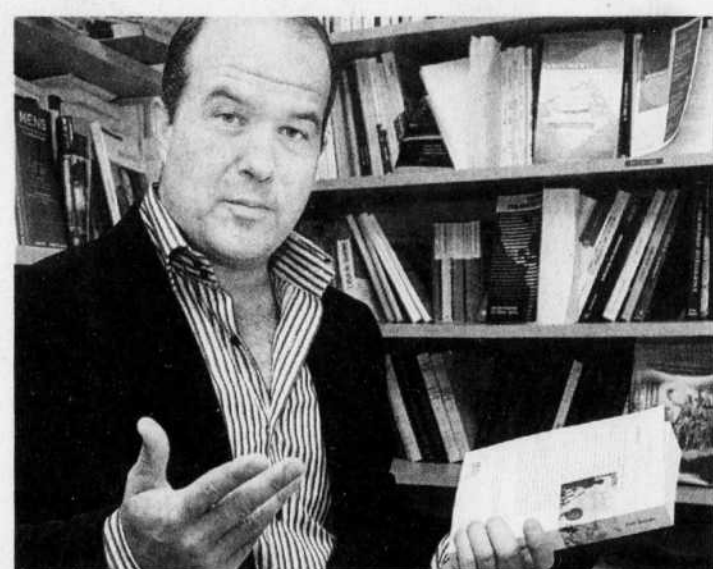
L'histoire, antidote au fatalisme

Se plonger dans l'histoire politique québécoise du XIX^e siècle a conduit Éric Bédard à relativiser nos malheurs. Et à critiquer les élites d'aujourd'hui qui «semblent prendre plaisir à désespérer de nous-mêmes».

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — «Il est bien morose, le Québec, ces temps-ci», admet l'historien Éric Bédard, de sa voix grave. Problèmes démographiques, impasse dans les finances publiques, français à la dérive, école déconstruite par dix ans de socio-constructivisme, panne des projets fédéralistes et souverainistes, etc. «L'Actualité de l'an 2076 poura probablement annoncer la disparition de la société québécoise», a même prophétisé le cinéaste Jacques Godbout, il y a trois ans.

Paradoxe, c'est aux éditions du Boréal — dont Jacques Godbout est un des patrons — que paraît aujourd'hui une sorte d'antidote à ce fatalisme: *Les Réformistes,*



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'historien Éric Bédard, de la Télé-Université de l'UQAM

une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle, signé Éric Bédard. En se plongeant dans le parcours des Louis-Hippolyte LaFontaine, Étienne Parent, Pierre Joseph-Olivier Chauveau, François-Xavier Garneau et compagnie, l'historien de la Télé-Université de l'UQAM en est venu à «relativiser nos malheurs», soutient-il.

Prenons le journaliste Étienne Parent qui, en 1839, finit par écrire, dans un accès de découragement, qu'il faut abandonner l'espoir de voir notre «nationalité» prospérer sur ce continent, ajoutant ensuite que «l'assimilation, sous le nouvel état des choses [l'Union des deux Canadas], se

VOIR PAGE A 8: FATALISME

La tragédie du vol AF 447 Rio-Paris

Deux pilotes remettent en cause la thèse officielle

PAULINE GRAVEL

Le crash de l'Airbus d'Air France assurant la liaison entre Rio et Paris aurait pu être évité, selon deux pilotes français qui s'approprient à remettre leur rapport au juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'accident qui a coûté la vie à 228 personnes, le 1^{er} juin dernier. Les deux pilotes dénoncent la négligence des différents acteurs, dont la compagnie d'aviation, l'avionneur et les organismes chargés de la sécurité, qui ont sous-estimé le danger que représentaient les défaillances des sondes de mesure de vitesse Pitot qui avaient été rapportées à diverses reprises depuis 2002.

Gérard Arnoux, commandant de bord sur des Airbus A320 et président du Syndicat des pilotes d'Air France, a signé ce rapport avec son collègue Henri Marnet-Cornus, aujourd'hui à la retraite, qui a aussi été commandant de bord sur des A330 et fondateur de



REUTERS

Une partie de l'Airbus A330 disparu le 1^{er} juin dernier est repêchée dans l'Atlantique.

l'association Safety First. Les deux pilotes remettent en cause la thèse officielle du Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile en France (BEA) qui affirmait en juillet dernier ne

VOIR PAGE A 8: PILOTES

Toutes les musiques, un seul espace.

ESPACE MUSIQUE 100.7 FM

Radio-Canada.ca/musique

ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une foule nombreuse a tenu à rendre hommage à Pierre Falardeau, décédé le 25 septembre des suites d'un cancer.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, Pierre Falardeau était «un grand symbole québécois». Derrière M. Parizeau, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les deux fils de Pierre Falardeau, Jules et Jérémie, avaient du mal à contenir leur émotion au moment de porter le cercueil de leur père à la sortie de l'église Saint-Jean-Baptiste, à Montréal, samedi après-midi.

Élites politiques et médias se sont fait écorcher aux funérailles de Pierre Falardeau

Plus d'un millier de personnes sont venues dire un dernier adieu au cinéaste et militant nationaliste

ANNIE MATHIEU

Le cinéaste et polémiste Pierre Falardeau a eu droit,

samedi, à des obsèques à son image où plusieurs membres de la famille et amis ont profité de cette tribune pour lui rendre

hommage et pour écorcher au passage les médias et les élites politiques.

Plus de mille personnes ont

assisté aux funérailles qui se sont déroulées à l'église Saint-Jean-Baptiste, à Montréal. M. Falardeau est décédé le 25 septembre des suites d'un cancer à l'âge 62 ans.

Des membres de la famille du cinéaste ont pris la parole lors de cette cérémonie qui a duré près de deux heures. Rappelant des souvenirs de famille, son frère Jean, sanglots dans la voix, a dit regretter de n'avoir pu tenir le cinéaste dans ses bras avant sa mort. «C'est pas juste, Pierre, la plupart des dictateurs et des salauds meurent centenaires...», a-t-il dit, avant d'ajouter qu'il savait cependant qu'il serait bien «là-haut».

Suivant les traces de son père, Jules a lu un texte de son cru, dans lequel il a notamment vilipendé les médias et dénoncé l'immobilisme des acteurs de la souveraineté. Il a déploré le fait que certains journalistes «à l'éthique douteuse» avaient remis en question la contribution de son père à la cause souverainiste.

S'adressant aux dirigeants du Parti québécois, il les a exhortés à ne plus jamais tourner le dos à leur base militante «la plus acharnée». «Vous étiez censés être notre levier vers l'indépendance, si vous ne le faites pas, vous n'avez aucune raison d'exister. Vous devez regagner la confiance des Québécois», a poursuivi le jeune homme, avant d'être chaudement applaudi par la foule.

À la sortie de l'église, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a fait peu de cas des critiques qui lui étaient adressées. «Son fils a souhaité que l'on reprenne le combat et je suis d'accord qu'il faut le continuer le combat», a-t-elle affirmé.

Le second fils de Pierre Falardeau, Jérémie, a quant à lui lu avec émotion une lettre que son père lui avait écrite quelque temps après sa naissance.

Artistes et personnalités politiques

Le comédien Julien Poulin, son ami de longue date, a également pris la parole et a remercié le polémiste pour «cette histoire partagée». «Falardeau, aujourd'hui, le Québec résonne de ton silence. Salut l'ami, salut l'homme, salut l'artiste», a déclaré, des tremolos dans la voix, l'interprète d'Elvis Grattton.

Luc Picard lui a aussi rendu hommage, rappelant certains de ses aphorismes tels que «on va toujours trop loin pour les gens qui vont nulle part». Il a ajouté qu'il fallait surtout se souvenir du «chef-d'œuvre» de Falardeau, le film *15 février 1839*, qui est «peut-être le plus beau film du répertoire québécois».

Avant les obsèques, l'ancien premier ministre Jacques Parizeau a affirmé que, malgré leurs différences, Pierre Falardeau et lui avaient «beaucoup d'estime l'un pour l'autre» et qu'il était un homme de grand talent et qu'il représentait «un

grand symbole québécois». «Cet homme-là était attaché au Québec comme peu d'entre nous vont l'être», a-t-il souligné.

Un autre ancien premier ministre, Bernard Landry, estime quant à lui qu'il y aura d'autres hommes comme Pierre Falardeau qui rendront service à leur patrie comme ce dernier l'a fait. «C'est un homme immensément talentueux qui a utilisé ses immenses talents au service de la patrie», a-t-il ajouté.

Finalement, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a réitéré qu'il n'était pas toujours d'accord avec tout ce que ce «genre de Michael Moore» disait, mais qu'au moins, il disait quelque chose.

En plus des politiciens, plusieurs personnalités ont assisté à la cérémonie, dont Pierre Karl Peladeau, Sylvie Drapeau, Eric Lapointe et Paul Piché.

Le cercueil du cinéaste était enveloppé d'un fleurdelisé. Lors de sa procession, plusieurs personnes ont levé le poing et ont fredonné les paroles d'une chanson de Richard Desjardins, *Le cœur est un oiseau*, que le cinéaste avait utilisée dans son film *Le Party*.

À l'extérieur de l'église, des militants réunis scandaient des slogans, notamment *Vive le Québec libre* et *Mon pays le Québec*. Ils ont également entonné la chanson *Gens du pays*, de Gilles Vigneault.

La Presse canadienne

Ancien évêque accusé de possession de pornographie infantile

L'archevêque d'Halifax plaide pour le pardon

Halifax — L'archevêque d'Halifax a livré hier un vibrant plaidoyer devant des paroissiens, les exhortant à garder la foi, alors que l'un des évêques de Nouvelle-Ecosse est accusé de possession et d'importation de pornographie juvénile. L'archevêque Anthony Mancini a indiqué que les prêtres sont humains et que leurs erreurs devraient être pardonnées.

Des douzaines de personnes ont rempli les bancs

de la basilique d'Halifax, l'une des églises où on a lu la lettre de l'archevêque lors de la messe dominicale.

L'ancien évêque du diocèse d'Antigonish en Nouvelle-Ecosse, Raymond Lahey, s'est rendu à la police d'Ottawa vendredi. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Mgr Lahey a été l'architecte de la signature d'une entente de 13 millions de dollars à la suite d'un recours collectif intenté par

des victimes d'agressions sexuelles commises par des prêtres du diocèse d'Antigonish dans les années 1950.

Les autorités de l'Eglise indiquent qu'elles se rencontreront afin de déterminer qui paiera les frais de la défense de Lahey. Ce dernier demeure au Nouveau-Brunswick en attendant de se présenter à nouveau en Cour le mois prochain.

La Presse canadienne

EN BREF

Adieu, Nelly Arcan !

Les obsèques de l'écrivaine Nelly Arcan ont eu lieu samedi après-midi, à Lac-Mégantic, en Estrie. L'auteure québécoise est décédée à Montréal à l'âge de 36 ans, le 24 septembre. Elle se serait enlevé la vie. Les obsèques de l'auteure ont

été célébrées en l'église Sainte-Agnès, de Lac-Mégantic. C'est dans cette ville que l'auteure de *Putain* et *Folle* a grandi. La famille de Nelly Arcan avait d'abord souhaité que ses funérailles se déroulent dans l'intimité, mais le public a finalement été invité à rendre hommage à la jeune femme. — La Presse canadienne

Impératif français

« Moi, je travaille en français »

Québec

www.imperatif-francais.org

ACTUALITÉS



Le faux problème d'Ignatieff



CHANTAL HÉBERT

Michael Ignatieff n'est pas le premier chef libéral à vivre des crises existentielles au Québec. De John Turner à Stéphane Dion, tous les successeurs de Pierre Trudeau y ont vécu des misères. Le cas du chef libéral actuel se distingue néanmoins de ceux de tous ses prédécesseurs.

John Turner a payé les pots cassés du rapatriement de la Constitution en 1984; il s'est retrouvé du mauvais côté du débat québécois sur le libre-échange canado-américain en 1988. Jean Chrétien était en porte-à-faux avec le mouvement nationaliste québécois du début à la fin de l'épisode de Meech et du référendum qui a suivi. Le scandale des commandites, dans le cas de Paul Martin, et son rôle de premier plan dans le débat sur la clarté référendaire, dans celui de Stéphane Dion, ont tiré le PLC vers le bas au Québec au cours des trois dernières élections fédérales.

On chercherait en vain dans la brève feuille de route politique de Michael Ignatieff un élément majeur qui expliquerait le désenchantement de l'électorat québécois à son égard. Mais on chercherait tout aussi en vain un élément central identifiable de sa vision.

◆ ◆ ◆ Dans les faits, le chef libéral n'a pas vraiment un problème québécois. Il a un problème de contenu. Cela explique pourquoi sa formation est en recul non seulement au Québec, mais également en Ontario et en Colombie-Britannique.

Ce n'est pas parce qu'un parti est dirigé par un intellectuel qu'il est automatiquement un parti d'idées. Depuis que Michael Ignatieff est devenu chef, le flou artistique a remplacé les idées neuves. Il y a dans cette vacuité une grande part de parti pris. Certains des conseillers du chef libéral sont convaincus que la voie du pouvoir ne passe pas par le renouvellement des politiques du parti. En cela, ils se trompent lourdement.

Stephen Harper n'aurait pas réalisé une percée au Québec en 2006 s'il n'avait pas avancé le concept du fédéralisme d'ouverture, incarné à l'époque par des promesses précises sur le front du déséquilibre fiscal et de la représentation du Québec à l'UNESCO. À l'inverse, l'automne dernier, c'est l'idée que se faisait le premier ministre de la politique culturelle et de la justice, plutôt que sa personnalité ombreuse, qui a eu un effet repoussoir sur l'électorat québécois.

Dans le même ordre d'idées, les politiques de Jean Chrétien sur le financement populaire, le mariage entre conjoints de même sexe et sur la guerre en Irak avaient fini par avoir raison de bien des réserves québécoises au cours de son dernier mandat.

Il est d'autant plus risqué de parier sur la personnalité d'un chef pour l'emporter dans une campagne électorale que l'on peut très bien être un brillant intellectuel — ce qui est le cas de Michael Ignatieff — et ne pas avoir de dons pour le leadership politique. Ce qui distingue les bons leaders de ceux qui se sont trompés de carrière, c'est finalement l'instinct. Et cette qualité se raffine avec le temps.

C'est son instinct politique qui a permis à Jean Chrétien de naviguer à travers le champ de mines post-référendaire ou de trancher le débat sur l'Irak à la satisfaction éventuelle d'une vaste majorité de Canadiens, ou encore à Stephen Harper de réussir en réunifiant son parti là où Joe Clark — un chef qui a toujours eu le don de ne pas être à la bonne place au bon moment — avait échoué. Stéphane Dion était dénué d'instinct politique, et l'on n'a pas encore de preuve que son successeur soit mieux pourvu.

◆ ◆ ◆ En attendant, l'admiration que voue sa garde rapprochée au chef libéral est un obstacle à l'exercice d'un essentiel sens critique à son endroit. À cet égard, un des spectacles troublants auxquels il m'a été donné d'assister a été celui de membres de l'entourage de Michael Ignatieff émus jusqu'aux larmes par le discours (peu mémorable) qu'il a prononcé lors de la clôture du congrès libéral de Vancouver, le printemps dernier.

À l'inverse, l'image que se fait l'équipe libérale de Stephen Harper est dangereusement réductrice. Elle ne correspond ni à sa feuille de route, remarquable dans la mesure où il n'a jamais mené une seule campagne sans gagner du terrain, ni à la réalité de ce que sa gouvernance ne fait pas le genre de vagues qui mèneraient à un raz-de-marée électoral libéral. Le résultat de cette myopie est un discours décalé, qui ne touche que les convertis.

Entouré de conseillers qui surestiment ses qualités et qui sous-estiment celles de Stephen Harper, Michael Ignatieff est un cordonnier mal chaussé qui ne se rendra pas beaucoup plus loin sur la route du pouvoir s'il n'y voit pas rapidement. Et il ne lui suffira pas de retirer le petit caillou québécois qui s'est glissé dans son soulier pour retrouver son élan.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Île Charron: Québec se refuse toujours à exproprier un promoteur immobilier

Si aucune entente n'intervient d'ici la mi-novembre avec Investissements Luc Poirier, le gouvernement du Québec n'hésitera pas à imposer une nouvelle mise en réserve pour éviter tout développement immobilier sur l'île Charron, repoussant du coup l'annexion de plus de 20 hectares au parc national des Îles-de-Boucherville.

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Par la bouche de son attaché de presse, la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, a opposé une fin de non-recevoir à la coalition formée de Nature Québec et des conseils régionaux en environnement (CRE) de Montréal et de la Montérégie qui la priaient, hier, d'ordonner l'expropriation du promoteur immobilier Investissements Luc Poirier de l'ouest de l'île Charron si les négociations entamées avec ce dernier sur la vente des 21 hectares non développés à la lisière du parc national des Îles-de-Boucherville, qu'il a acquis du Mouvement Desjardins au coût de six millions de dollars en 2006, piétinaient.

Investissements Luc Poirier souhaitait construire au moins 2500 unités d'habitation et des commerces de proximité dans le secteur de l'île Charron situé entre le parc national des Îles-de-Boucherville et l'autoroute 20, a appris *Le Devoir* en juin 2007. Mais le gouvernement du Québec a coupé court à tout développement sur cette zone boisée en imposant le 18 novembre 2007 une mise en réserve foncière pour une période de deux ans, promettant néanmoins de l'intégrer à terme au Parc national des Îles-de-Boucherville.

Régler le dossier

À six semaines de l'échéance de la mise en réserve, la coalition formée de Nature Québec et des CRE de Montréal et de la Montérégie ainsi que du Parti québécois craint que la ministre Line Beauchamp ne renouvelle pour deux nouvelles années la mise en réserve plutôt que de régler le dossier «une fois pour toutes».

«D'ici six semaines, si le processus d'acquisition n'est pas complété, le gouvernement devra à mon avis passer avec une mesure plus radicale qui s'ap-



Guérite d'entrée du parc national des Îles-de-Boucherville: l'emplacement du projet de développement immobilier d'Investissements Luc Poirier est à l'arrière-plan. JACQUES GRENIER LE DEVOIR

pelle l'expropriation. Et là, on verra le sérieux du gouvernement dans le dossier», a affirmé le directeur général du CRE de Montréal, André Portier. «Pourquoi se priver d'un si beau boisé, alors qu'un processus d'expropriation nous permettrait de régler le dossier au niveau du statut, de le verser au parc et éventuellement de l'aménager», s'interroge-t-il.

«Il faut que ce soit clair de la part de la ministre que le promoteur n'a pas un temps indéfini non plus. J'ai assez vécu de négociations dans ma vie pour savoir quand on sait qu'un moment donné il va y avoir des décisions qui vont être prises, on accélère le processus», a affirmé la députée de Marguerite-Youville et ancienne présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Monique Richard. «Le fait de penser à une autre mise en réserve enlève tout rapport de force à la ministre. Elle a un beau rapport de force. Qu'elle l'utilise», estime-t-elle.

Pourtant, l'attaché de presse de la ministre Line Beauchamp, Dave Leclerc, a indiqué sans ambages, hier, au *Devoir* que «si on ne parvient pas à une entente, on va tout simplement reporter la mise en réserve pour un autre deux ans», faisant remarquer que les «négociations avec le propriétaire ont commencé récemment, en juin».

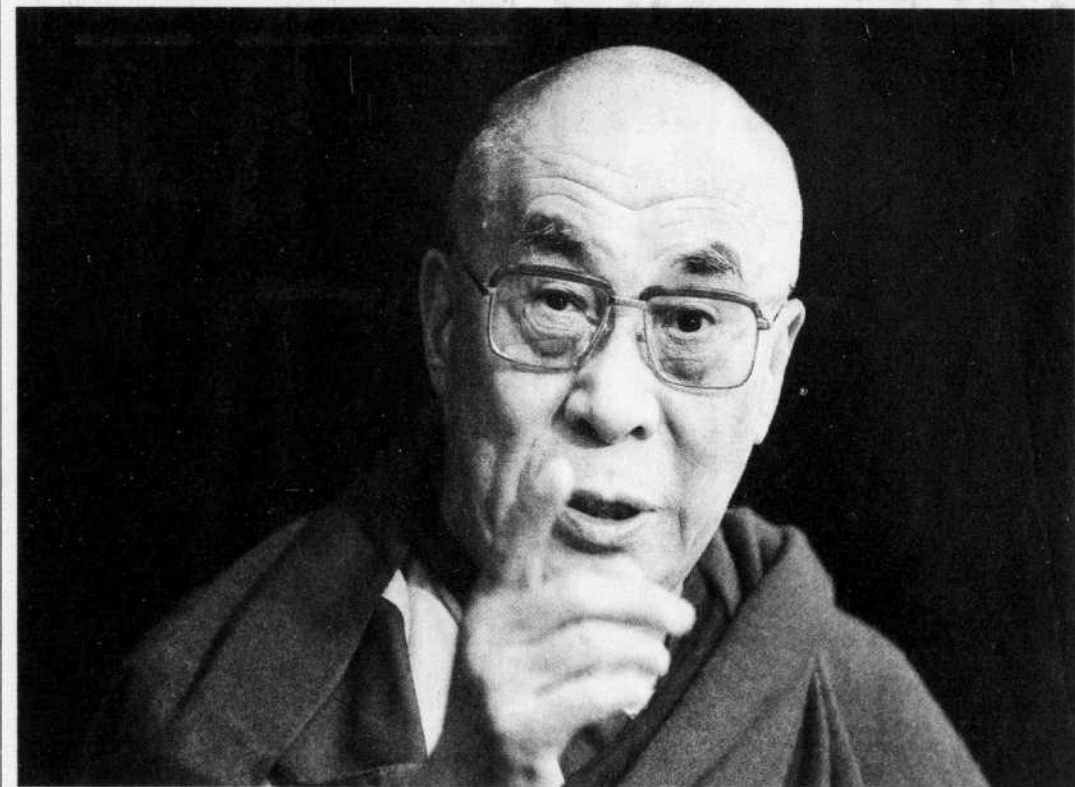
Longueuil veut être dédommagé

Par ailleurs, le candidat à la mairie de la ville de Longueuil, Jacques Goyette, a réclamé, hier, réparation au gouvernement du Québec pour la perte des revenus des taxes foncières engendrée par la mise en réserve du territoire de près de 21 hectares. Refusant de chiffrer sa réclamation, il a insisté sur le fait que la somme consentie par Québec serait transférée dans le fonds vert de la ville qui finance différentes initiatives pour mettre en valeur d'autres secteurs de la municipalité, notamment le boisé du Tremblay. «Je suis ici pour appuyer le projet, mais en même temps dire que les Longueillois ont droit à une compensation», a affirmé M. Goyette.

La candidate à la mairie Caroline St-Hilaire juge curieuse la démarche de son adversaire politique, Jacques Goyette. «La ville de Longueuil, on ne l'entend pas du tout sur la protection du territoire et c'est ça, moi, qui me scandalise. On entend seulement qu'elle perd de l'argent», a-t-elle lancé. «C'est ça l'administration en place, c'est du développement immobilier mur à mur, sans consulter les citoyens et sans respecter l'environnement, et ça, c'est préoccupant.»

Le Devoir

LE DALAI-LAMA À MONTRÉAL



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

SAMEDI après-midi, le dalaï-lama s'est adressé à 14 000 personnes qui s'étaient massées au Centre Bell de Montréal, dernière escale en terre canadienne après Vancouver et Calgary. Pendant près de deux heures, le chef spirituel tibétain a livré son traditionnel message de paix et a invité chacun à cultiver en soi la compassion envers tous les humains. Il a visiblement convaincu son auditoire que l'amour altruiste conduit non seulement à la paix intérieure, mais aussi à une meilleure santé. Prêchant pour la même compassion envers nos ennemis, ce Prix Nobel de la paix, qui fut forcé à l'exil en 1959, s'est défendu d'avoir encouragé toute forme de violence à l'égard de la Chine et d'avoir condamné la tenue des Jeux olympiques en terre chinoise. En conférence de presse, le moine bouddhiste, aujourd'hui âgé de 74 ans, a affirmé que «toutes les religions transmettent essentiellement le même message d'amour et de compassion et ont toutes le même potentiel d'apporter la paix intérieure». Le dalaï-lama a quitté Montréal pour Washington où il passera la semaine sans toutefois pouvoir rencontrer le président Barack Obama.

Au Centre national des arts d'Ottawa

Harper, Ringo Starr d'un soir!

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Québec — Stephen Harper décontracté, sans cravate, jouant du piano et chantant (pas si mal) une chanson des Beatles en plein milieu d'un gala chic: le public présent au Centre national des arts (CNA) d'Ottawa a eu droit à un numéro plutôt rare, samedi.

Le premier ministre s'est fait Ringo Starr d'un soir aux côtés du célèbre violoncelliste Yo-Yo Ma lors d'un gala-bénéfice visant à recueillir des fonds pour les jeunes artistes. Il est monté sur scène juste avant l'entracte pour interpréter *With a Little Help from my Friends*, classique des Beatles enregistré en 1967 sur l'album-culte *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band*.

À l'origine, c'est Ringo Starr qui chantait cette chanson. Les Beatles lui réservaient toujours une piste sur chaque album, malgré les limites évi-

dentes de son talent vocal.

Or, Stephen Harper s'en est bien tiré. D'une voix parfois juste, mais aussi parfois «out of tune» — le texte de la chanson parle justement de quel-qu'un qui chante mal —, il est passé au travers de la chanson avec une aisance qui lui a valu une ovation de la part du public, rapportait-on hier. Assis au piano, M. Harper était accompagné d'un batteur et de deux guitaristes en plus de Yo-Yo Ma. La vidéo de la performance a été vue des milliers de fois hier sur YouTube.

La surprise était d'autant plus grande pour le public que Stephen Harper avait choqué le milieu culturel québécois et canadien l'an dernier en associant les doléances des artistes à des plaintes d'enfants gâtés.

Faisant référence à un gala québécois où plusieurs artistes avaient dénoncé les compressions imposées au secteur culturel en septembre 2008,

Fédéral

Quatre élections partielles en novembre

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper a annoncé hier la tenue d'élections partielles dans quatre circonscriptions au pays. Elles auront lieu le 9 novembre prochain.

Les circonscriptions québécoises d'Hochelaga, à Montréal, et de Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup, dans le Bas-Saint-Laurent, sont vacantes depuis les départs des bloquistes Réal Ménard et Paul Crête.

Le Bloc a déjà choisi sa candidate dans la circonscription de Montmagny. Il s'agit de Nancy Gagnon, qui travaillait aux communications au sein du cabinet de Gilles Duceppe. Elle a aussi été l'adjointe du leader du parti à la Chambre des communes, Pierre Paquette. Elle devra, entre autres adversaires, affronter le maire de La Pocatière, Bernard Généreux, qui portera les couleurs du Parti conservateur.

Un conseiller de M. Duceppe et ancien ministre de Jacques Parizeau, Daniel Paillé, a déjà annoncé son intention de briguer l'investiture du Bloc québécois dans Hochelaga. Le NPD a déjà choisi son candidat dans cette circonscription: le président des Travailleurs unis du pétrole, section 121, de la raffinerie Shell, Jean-Claude Rocheleau. Les libéraux n'ont pas encore de candidats dans les deux circonscriptions.

Les autres scrutins complémentaires se dérouleront dans les circonscriptions de Cumberland-Colchester-Musquodoboit, en Nouvelle-Écosse, que détenait l'indépendant de tendance conservatrice William Casey, et New Westminster-Coquitlam, en Colombie-Britannique, que détenait la néo-démocrate Dawn Black.

La Presse canadienne

Stephen Harper avait affirmé que les critiques émanant d'artistes participant à un «gala fastueux entièrement financé par les contribuables» n'avaient pas d'écho chez les «gens ordinaires». Un an plus tard, le ton semble avoir changé.

La performance de M. Harper a tout de même été critiquée hier par le chef libéral Michael Ignatieff, selon qui M. Harper est à «côté de la piste» («out of tune») depuis quatre ans. «Il est trop tard» pour que le public croie que M. Harper se soucie des artistes, estime M. Ignatieff en faisant référence à la suppression des programmes d'aide pour la diffusion à l'étranger et aux compressions budgétaires imposées à Radio-Canada.

L'épouse du premier ministre, Laureen, est présidente du conseil d'administration du Centre national des arts d'Ottawa.

Le Devoir

ACTUALITÉS

Transcontinental: 32 hebdos toujours menacés de lock-out

STÉPHANE BAILLARGEON

C'est au tour de l'éditeur et imprimeur Transcontinental de vivre de pénibles relations de travail. Les représentants patronaux et ceux des employés des rédactions d'un premier ultimatum lancé par la direction. La nouvelle date butoir est fixée à minuit, ce soir.

Les négociations touchent plus de quarante employés au total, des reporters, des rédacteurs en chef et des secrétaires de rédaction, affiliés au Syndicat de l'information de Transcontinental (CSN). Ces journalistes travaillent pour une trentaine d'hebdomadaires de Montréal, de Laval et de la Rive-Sud. Les pourparlers pour le renouvellement des conventions collectives ont repris il y a une semaine, après deux mois d'arrêt. La direction a déposé des offres globales puis a fait parvenir aux syndiqués une lettre décrivant la situation financière fragile dans laquelle se retrouverait l'entreprise. «Nous convenons tous que les médias imprimés sont menacés», disait la missive signée par Serge Lemieux, vice-président Division des journaux Québec et Ontario chez Transcontinental.

Les offres ont été rejetées à 95 %, mercredi, par les syndiqués. Au sommet de l'échelle, un journaliste du groupe touche 36 000 \$ par année, selon une source syndicale. La moyenne canadienne dépasse les 50 000 \$. Les employés demandent no-

tamment des compensations pour les surcharges de travail liées aux nouvelles technologies, comme les contributions aux sites Internet. Ces demandes ont été évaluées par des sources externes à une hausse de plus du quart des charges salariales alors que la direction offrirait 2 % d'augmentation. La direction du syndicat a cependant refusé de commenter ces données.

Compressions

Au total, le secteur des hebdomadaires de Transcontinental emploie environ 800 personnes au Québec et en Ontario. Une soixantaine de postes, essentiellement dans la production graphique et les services administratifs, ont été abolis la semaine dernière. Le nombre de directions régionales est passé de neuf à cinq.

Cette stratégie de compressions semble de plus en plus en vogue dans le secteur des médias aux prises avec une des pires crises de son histoire, une crise structurelle et conjoncturelle. Après une décennie de concentration, de regroupement et d'investissements, les empires de presse ont tendance à «rationaliser» leurs services, à compresser leurs dépenses et à éliminer des postes.

Transcontinental ne fait pas exception. Le groupe a supprimé environ 1750 postes depuis le début de l'année, dont la moitié aux États-Unis. Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et le sixième en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2009 s'est établi à 533 millions de dollars, en baisse de 9 %. Les revenus du secteur de l'impression ont plongé de 14 %, alors que du côté des médias la baisse a été de 4 %.

Le Devoir

Pour son tout premier vote au Sénat, Jacques Demers... s'abstient

FANNIE OLIVIER

Ottawa — Pour son tout premier vote à titre de sénateur conservateur, l'ex-entraîneur du tri-colore Jacques Demers a choisi de s'abstenir plutôt que de risquer de voter contre ce que lui dictaient ses principes.

Car au hockey, comme au Sénat, il n'est pas toujours facile de concilier le travail d'équipe et le jeu individuel, et le sénateur l'a appris comme n'importe quelle nouvelle recrue, cette semaine, à Ottawa.

Le projet de loi faisant l'objet d'un vote, présenté par le libéral Jean Lapointe, portait sur l'interdiction des loteries vidéo dans les bars ou dans tout autre endroit n'étant ni un casino ni un hippodrome ni une salle de paris.

En entrevue à l'émission *Tout le monde en parle*, l'ex-entraîneur du Canadien avait semblé plutôt favorable à ce projet de loi visant à contrer le jeu pathologique, un problème auquel souhaite s'attaquer le sénateur Lapointe depuis de nombreuses années.

Le problème, c'est que le Parti conservateur s'oppose au projet de loi de M. Lapointe et que les députés et sénateurs qui sont de cette allégeance doivent en principe voter comme le parti l'a décidé.

Et le vote sur le projet de loi sur les loteries vidéo est arrivé un peu vite, aux yeux de M. Demers. Alors qu'il se dirigeait dans l'enceinte du Sénat

mardi pour y prendre son siège, l'analyste sportif s'est fait arrêter par son collègue Pierre-Claude Nolin, qui souhaitait lui expliquer les conséquences d'un tel vote.

S'il votait en faveur du projet de loi, il voterait contre son parti pour son tout premier vote à titre de sénateur, ce qui enverrait un drôle de signal à ses collègues conservateurs. S'il votait contre le projet de loi, certains auraient pu lui remettre sous le nez ses déclarations à l'émission de Radio-Canada.

Pas évident, dans ces circonstances, de trouver l'équilibre entre ses convictions personnelles et la position d'un parti. «Moi, je veux demeurer un gars d'équipe, c'est sûr, pour les conservateurs», a assuré M. Demers, qui ne veut pas passer pour «un rebelle». «Je veux être loyal, mais aussi je veux être honnête envers moi-même [...]. Je ne veux pas être juste un gars qui est là pour voter, je veux savoir pourquoi je vote. Je ne veux pas être entêté, je veux me servir de mon jugement», a-t-il soutenu.

Les libéraux ont finalement remporté le vote au Sénat (36 votes contre 28) et le projet de loi sera étudié en comité. Il y a néanmoins peu de chances qu'il obtienne la sanction royale avant le déclenchement d'une éventuelle élection, qui devrait selon toute vraisemblance survenir dans les prochains mois.

La Presse canadienne

Tremblay promet le Web dans les parcs

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Dans son point de presse dominical, le chef d'Union Montréal, Gérald Tremblay, a promis hier d'injecter 84 millions de dollars en quatre ans dans les parcs de la ville et d'offrir dans ceux qui sont très fréquentés accès à Internet sans fil.

Flanqué de ses 102 candidats, Gérald Tremblay a dévoilé hier ses engagements... en matière de parcs. Le parti du maire s'engage entre autres choses à investir 21 millions de dollars annuellement dans les parcs de la métropole, notamment afin de rafraîchir les équipements qui s'y trouvent. «Nous voulons que les communautés se réapproprient leurs parcs et nous ferons le nécessaire pour que ces parcs soient propres, bien équipés, accueillant pour tous et sécuritaires», a indiqué le maire de Montréal.

M. Tremblay appuiera aussi le projet d'éclosion d'un parc sur le troisième sommet du mont Royal du cimetière Notre-Dame-des-Neiges et de l'Université de Montréal.

Portée au pouvoir, l'équipe Tremblay-Lemieux lancerait par ailleurs une vaste campagne qui inciterait les résidents et les commerçants à verdifier leur milieu de vie et de travail, en plantant arbres et fleurs.

Afin de permettre aux citoyennes et aux citoyens ainsi qu'aux visiteurs de naviguer sur le Web dans les parcs publics et dans les espaces extérieurs, Union Montréal s'engage à investir un million de dollars pour installer des bornes Internet.

«Au cours des dernières années, notre équipe a redoublé d'effort pour protéger et mettre en valeur nos milieux naturels. Le temps est maintenant venu de donner encore plus envie aux Montréalais de tous les âges et de tous les quartiers d'aller jouer au parc», a affirmé hier, Gérald Tremblay au parc Molson dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

Le Devoir

EN BREF

Combattre le cancer du sein

Plus de 26 500 personnes ont pris part hier à la marche annuelle de la Fondation québécoise du cancer du sein qui se déroulait aux quatre coins du Québec, notamment à Montréal et à Québec. Près de deux millions de dollars ont d'ailleurs été amassés au Québec pour la recherche sur cette maladie. La Fondation, qui espère amasser 2,7 millions d'ici la fin de l'année, a remis en 2008 4 millions à neuf équipes de chercheurs québécois. — *Le Devoir*

Un adversaire pour Le Prohon ?

Québec — Le comédien Sébastien Dhavernas, candidat libéral défait dans Outremont en 2008, espère être candidat dans Jeanne-Le Ber à la prochaine élection. M. Dhavernas mesurait hier ses appuis lors du congrès de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada. «Ça va bien, beaucoup de gens m'encouragent à y aller», a-t-il indiqué au *Devoir*. Selon M. Dhavernas, Michael Ignatieff lui a garanti qu'il aurait droit à une véritable course à l'investiture s'il décide de faire le saut. Il devrait alors affronter Nathalie Le Prohon, la candidate choisie initialement par Denis Coderre pour concourir dans Outremont. — *Le Devoir*

Hydro-Québec répond aux députés

Hydro-Québec devra justifier dès cette semaine les éléments contenus dans son plan stratégique 2009-2013, qui prévoit 25,1 milliards d'investissements au Québec. La Société d'Etat rencontrera les parlementaires demain et mercredi. Déjà, les élus de l'opposition se disent déterminés à exiger plus de détails sur les volontés expansionnistes d'Hydro-Québec et les développements de centrales annoncées, notamment, sur la Côte-Nord. — *La Presse canadienne*

Aimer Henri VIII et mourir décapitée

TV5

VOYEZ LA VIE D'UN AUTRE ŒIL

SECRETS D'HISTOIRE
CE SOIR 20H



Offrez un repas complet d'Action de grâce! 2,58 \$

L'Action de grâce est un moment privilégié de se réunir en famille autour d'un bon repas. Mais pour des milliers de montréalais de milieux défavorisés ou en situation d'itinérance, la réalité de la vie n'a rien de joyeux. Les moments de festivités comme l'Action de grâce ne font qu'amplifier leur sentiment de manque, de solitude et d'insuffisance.

Faites une action de grâce! Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner la dignité et de rallumer la flamme de l'espoir de ces personnes qui en ont tellement besoin.

Pour aussi peu que 2,58\$, vous pouvez procurer un repas à une personne qui souffre de la faim ici à Montréal. Pour seulement 25,80 \$, c'est à 10 personnes que vous offrez un repas d'Action de grâce!

Parce que donner, ça fait du bien!

☐ 25,80 \$ pour 10 personnes

☐ 129 \$ pour 50 personnes

☐ _____ \$ pour aider autant de personnes possible

☐ 64,50 \$ pour 25 personnes

☐ 258 \$ pour 100 personnes

Veuillez débiter ma carte de crédit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

NO DE LA CARTE

DATE D'EXPIRATION

SIGNATURE

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

NOM EN LETTRES MOULÉES

()

COURRIEL

TÉLÉPHONE

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

Libellez et envoyez votre chèque à :



MISSION
Bon Accueil

Mission Bon Accueil
606, rue de Courcelle
Dépt. 403305
Montréal, QC
H4C 3L5



Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Mission bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

NOTRE 118^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

ACTUALITÉS

EN BREF

Une semaine de l'école publique au Québec

Désireuse de promouvoir le rôle de l'éducation publique au Québec, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a procédé hier au lancement de la Semaine pour l'école publique. Le premier objectif est de la valoriser, indique le président de la FAE, Pierre St-Germain. Il signale que le secteur public connaît sa part de succès et de réussites et qu'il s'agit d'un bien collectif à préserver. «On parle souvent du public pour en soulever les ratés. Nous voulons donc faire connaître quels en sont les bons coups, les réalisations et la qualité de l'enseignement, puisque oui, toutes ces choses existent aussi hors du privé». À la population, la FAE demande qu'elle manifeste son appui aux écoles publiques et aux dirigeants, le message lancé est de mettre fin à la subvention du privé. C'est la comédienne Claire Pimparé, connue pour son rôle dans *Passe-Partout*, qui a été choisie comme ambassadrice de cette semaine. — *La Presse canadienne*

Le congrès du SCFP débute à Montréal

Ottawa — Quelque 2500 délégués participeront dès aujourd'hui à Montréal au 24^e Congrès national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Ce congrès de cinq jours accueillera plusieurs dirigeants syndicaux et politiques du pays. Parmi ceux-ci, on remarque Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada, Ken Lewenza, président des Travailleurs canadiens de l'automobile, et Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique. Des invités internationaux en provenance du Myanmar, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni et de la Colombie seront également sur place. Par voie de communiqué, le président national du SCFP, Paul Moist, rappelle que, depuis le dernier congrès du syndicat, les travailleurs ont vécu la pire récession depuis les années 1930. Il souligne que le principal objectif du congrès de cette année est de renforcer l'unité et la solidarité des travailleurs et des syndicats partout au pays. — *La Presse canadienne*

Plus que le gîte et le couvert

L'auberge du cœur En Marge 12-17 offre un port d'attache aux jeunes fugueurs

À Montréal, des centaines de jeunes ont un pied sur le trottoir, l'autre dans la rue. Quand le quotidien devient trop lourd, ils sont nombreux à trouver refuge à l'auberge du cœur En Marge 12-17 dont les lits sont toujours pleins à craquer. Là-bas, ils reçoivent plus qu'un gîte et un couvert. Ils trouvent aussi un ancrage solide pour faire le point et parfois même rompre avec la rue et ses excès.

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Gabriel a seize ans et un choix cornélien à faire. Chassé du domicile familial, hébergé brièvement par sa sœur, puis chassé de nouveau, il a fait quelques séjours dans des centres d'aide avant d'atterrir chez En Marge 12-17. Là-bas, il souffle enfin un peu. Mais il sait que son séjour aura bientôt un terme et qu'il devra alors choisir entre le centre jeunesse ou un saut hâtif dans l'univers des adultes, avec ses libertés attirantes et son inévitable lot de tracas quotidiens.

Maude, elle, a pris sa décision. À 17 ans, elle pense être prête à faire le grand saut. Mise à la porte par sa mère, en février dernier, la jeune femme a échoué dans un centre d'aide de Longueuil avant de s'essayer à la colocation. Sans succès. «Je n'ai pas eu à faire de la rue, mais ça aurait pu arriver n'importe quand.» En s'installant dans une des petites chambres d'En Marge, elle a pu s'organiser une nouvelle vie. «Je travaille dans le cinéma. C'est un super défi», raconte la jeune femme au regard allumé. «Je me suis même peut-être trouvé un appart...»

Pour Gabriel, la réflexion se poursuit. «Il va falloir que je me décide, et vite, parce que si je pars en appart, il va me falloir une job», explique le jeune homme aux yeux bleu clair qui se débrouille à merveille en informatique. Chez En Marge, sa décision ne sera pas contestée. Au contraire, tout sera fait pour l'outiller le mieux possible, promet Anne Charpentier, travailleuse de rue à la — trop! — petite maison du cœur.

La seule auberge à accueillir des mineurs à Montréal souffre en effet d'un sous-financement chronique. «On a des projets plein la tête, mais on est toujours en train de se battre pour le financement de base», raconte sa directrice générale, Manon Harvey. D'autant que pour ne pas faire de l'auberge une co-

quille vide, il faut un personnel spécialisé solide et disponible 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Des perles qu'En Marge a du mal «à payer décemment».

Une nouvelle clientèle

Cette année, pas moins de 688 jeunes ont trouvé refuge chez En Marge. Certains étaient en fugue, d'autres non, mais tous y sont allés de leur plein gré. Là-bas, la direction voit défiler autant de profils de jeunes qu'il y a de crises à désamorcer. Finie en effet l'époque où les jeunes de la rue s'affichaient ouvertement comme le faisaient les punks. «Aujourd'hui, ils portent des marques comme les autres et se fondent dans la masse», raconte Anne Charpentier.

Une nouvelle clientèle est aussi en train de se former avec l'immigration. «On a à gérer des situations de plus en plus complexes», confirme Mme Charpentier. On s'est récemment retrouvés avec un jeune Ukrainien sans papiers, sans attaches, sans famille. Sans oublier tous ceux qui passent à travers les mailles du filet, au premier chef, les jeunes recrutés par les gangs de rue. «Ces jeunes-là, on ne les voit même pas tellement leur recrutement est rapide», déplore la travailleuse sociale.

Dans le sillage de tous ces jeunes en crise, 133 parents et 177 intervenants ont franchi le seuil de l'auberge l'an dernier



Les jeunes recrutés par les gangs de rue échappent trop souvent à la vigilance des refuges pour jeunes tels que l'auberge du cœur En Marge 12-17.

dans l'espoir de trouver les mots qui sauront apaiser les crises. Car En Marge 12-17 est aussi un trait d'union entre le monde et ceux qui en sont exclus, que ce soit volontairement ou non. «La meilleure façon de réduire les allers-retours à la rue, c'est de mettre des mots sur la crise», explique la directrice générale de l'auberge.

Et quand les mots ne suffisent plus, les gestes prennent le relais. L'auberge peut accueillir sept pensionnaires, deux en dépannage pour la nuit et cinq autres pour de courts séjours de 30 à 60 jours. Ceux-là en profitent pour reprendre pied et faire le point. «À ces jeunes-là, on offre le cadeau de la responsabilisation», explique la directrice

générale. Ce sont eux qui font les menus, préparent les repas, font l'épicerie. Et ce sont à eux de rendre des comptes s'ils ne font pas ce qu'ils doivent faire. C'est pour nous un excellent levier d'intervention.»

Un toit plus durable...

Mais pour plusieurs, ce séjour est trop court pour tirer un trait sur une vie de bohème qui a aussi ses instants grisants. À ceux-là, l'auberge aimerait offrir un toit plus durable. Si tout se passe bien, cela pourrait devenir une réalité dès l'an prochain. En Marge s'est en effet trouvé un toit plus grand tout près, dans l'ancien presbytère de la paroisse de Sainte-Brigide-de-Kildare.

Là-bas, l'équipe pourra ajouter cinq places de longue durée pour des séjours pouvant s'étirer jusqu'à deux ans. «C'est une formule géniale pour les jeunes qui ne veulent pas trop d'encadrement, mais qui sont sans ressources et ont besoin d'être épaulés», croit Mme Harvey. Qui plus est, En Marge sera chez elle et non plus simple locataire grâce à une entente scellée avec la Ville de Montréal. Ne restera plus qu'à meubler le tout, le financement de l'achat de l'immeuble étant en fait déjà ficelé. Sa directrice générale estime qu'il faudra 50 000 \$ pour compléter l'immobilisation et appelle le public à participer.

Le Devoir

En Indonésie, des secousses détruisent des vies

Vision Mondiale



URGENCE! Aidez les familles et les enfants d'Indonésie qui ont tout perdu.

Deux séismes ont gravement secoué l'Indonésie. Plus de mille personnes ont trouvé la mort sous les décombres des édifices. Les maisons sont détruites et les hôpitaux, débordés. La vie de milliers d'enfants et de familles est menacée. Les jours qui suivent sont déterminants.

Des enfants ont besoin de vous maintenant!

Vos dons peuvent aider à combler les besoins essentiels tels vêtements et eau potable, et à aménager des abris d'urgence pour les enfants et les familles souffrant de graves traumatismes émotionnels.

Vision mondiale est sur le terrain.

Le personnel local de Vision mondiale travaille actuellement à distribuer des abris d'urgence, des couvertures, de l'eau et des fournitures essentielles dans les zones les plus touchées. Mais ce n'est qu'un début.

Chaque minute compte.

Un tremblement de terre détruit des vies en quelques secondes. Vous pouvez offrir votre aide aussi rapidement. Pour expédier des fournitures d'urgence aux enfants et à leurs familles, composez le 1-800-363-5021 ou faites un don en ligne à visionmondiale.ca.

SVP, agissez maintenant.

SVP, expédiez d'urgence mon don pour aider à sauver des vies en Indonésie.

J'inclus :

☐ 60 \$☐ 120 \$☐ 240 \$☐ \$ pour aider autant que possible

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Téléphone _____

Je veux utiliser ma carte

☐ VISA☐ MasterCard☐ American Express

Numéro _____

Expiration _____

Signature _____

4128906/95539

Veuillez faire votre chèque à

Vision Mondiale

1134 Ste-Catherine Ouest, suite 510, Montréal, Québec, H3B 5K2

Vous pouvez parrainer ou faire un don en ligne à visionmondiale.ca

Vision mondiale est un organisme humanitaire chrétien de développement, de secours et de défense des droits aidant les enfants, les familles et les communautés à combattre la pauvreté et l'injustice. Nous venons en aide à toute personne, sans égard à la race, à la religion ou au sexe.

Faites un don maintenant.

Téléphonez 1-800-363-5021 ou visitez visionmondiale.ca

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

forgez
votre
opinion
electionsmontreal2009.com

Trois débats thématiques.
Trois enjeux majeurs.

Lundi 5 octobre : Le transport

Lundi 12 octobre : La gouvernance

Lundi 19 octobre : Les grands projets

Dès midi, venez forger votre opinion sur les ondes de CIBL 101,5 Radio-Montréal!

Consultez
electionsmontreal2009.com

L'ITINÉRAIRE

Arrondissement.com

LE DEVOIR

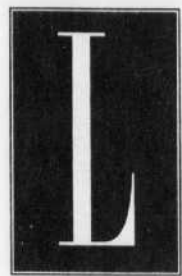
101.5 Radio-Montréal
CIBL1015.com

EDITORIAL

Tarification

Un peu de cohérence!

Après les péages et les tarifs d'électricité, voilà qu'un document de consultation du ministère de l'Environnement propose d'augmenter sensiblement la taxe sur les carburants pour combattre le réchauffement climatique. Aussitôt renié par le premier ministre Charest, le document jette un peu plus de brouillard sur les projets du gouvernement Charest en matière d'augmentation des taxes et tarifs. Quelle idée de lancer autant de ballons politiques sans vue d'ensemble?



JEAN-ROBERT
SANSFAÇON

Le Québec est entré dans une période difficile marquée par l'augmentation rapide du chômage et par le retour aux déficits budgétaires. Cela ne justifie pas que l'on apeure tout le monde en brandissant le spectre d'une catastrophe appréhendée dans les prochaines semaines! La dette augmentera, c'est certain, comme elle a toujours augmenté depuis 40 ans, et il faut ralentir le rythme dans un contexte de vieillissement de la population en limitant ces augmentations à la partie investissements durables. Cela dit, ce qui dérange, ce n'est pas la dette elle-même, mais les intérêts qui viennent gruger les revenus.

Or, à ce propos, il faut savoir qu'à cause des taux peu élevés, le montant annuel des intérêts payés est stable à un peu plus de 6,5 milliards depuis quelques années malgré l'augmentation de la dette. En pourcentage des recettes budgétaires, le service de la dette a même diminué de façon très importante puisqu'il est passé de 17 % à 10 % depuis 10 ans, et qu'il restera le même pour les deux prochaines années au moins malgré l'augmentation de la dette.

Cette fort bonne nouvelle ne nous soustrait pas à l'obligation de préparer l'avenir puisque les taux d'intérêt remonteront un jour ou l'autre, une fois la croissance revenue. En conséquence, tout le monde convient qu'il faut trouver de nouvelles sources de revenus puisqu'il est presque impossible de réduire les dépenses sans porter atteinte à la qualité des services publics.

La semaine dernière, l'opposition officielle a voulu, sans succès, faire adopter une motion qui aurait forcé le gouvernement à obtenir d'Ottawa qu'il rembourse 8 milliards de comptes en souffrance avant de hausser les taxes et les tarifs. En effet, si le gouvernement Charest faisait preuve d'un peu plus d'acharnement, le Québec récupérerait d'importantes sommes dues, telle la compensation pour l'harmonisation de la TPS et de la TVQ qui vient de rapporter 4,3 milliards à l'Ontario. Que cache cette absence de détermination de M. Charest envers Ottawa?

Cela dit, il faudra bien davantage. C'est pour cette raison que le refus de hausser la TVQ dès janvier prochain surprend. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, explique que l'on ne veut pas nuire à la reprise. Voyons! D'abord, une très grande partie des biens taxables consommés au Québec ne sont pas produits ici et, de toute façon, s'il est une hausse qui risque de nuire à l'économie, c'est celle des tarifs d'électricité dont on nous menace depuis une semaine, et non celle de la TVQ. En passant, personne n'a voulu préciser qui serait frappé par une telle hausse des tarifs d'électricité: tous de façon égale, y compris la grande industrie de qui on s'attend à une augmentation de la demande de 30 % d'ici 2017, ou seulement le secteur résidentiel qui ne consomme pourtant que 38 % de la production?

Jeudi dernier, c'était au tour de la ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, de présenter un document dans lequel on propose un plan de réduction des gaz à effet de serre qui aurait pour conséquence d'augmenter de 3 ¢ à 12 ¢ les taxes sur l'essence. L'idée a aussitôt été rejetée par le premier ministre, mais ce plan sera bientôt soumis à la consultation publique. Et on n'a rien dit des péages routiers, une autre très bonne idée, mais... mais où est le plan? Comment concilier ce soudain engouement pour les taxes à saveur écolo-équitable sur papier au moment même où l'on est en train de dépenser des milliards empruntés pour construire de nouveaux tronçons d'autoroutes, et d'autres milliards pour satisfaire les exigences monstrueuses des multinationales les plus énergivores de la planète?

A suivre le gouvernement Charest depuis quelques jours, on a l'impression de revivre ses premiers mois de pouvoir, en 2003. Comme si le premier ministre était retourné vivre dans une bulle, inconscient des soubresauts qu'il est en train de créer. Au lieu de présenter un ambitieux programme collectif alliant la protection de l'environnement et des programmes sociaux à une vision cohérente de retour à l'équilibre budgétaire, nous voilà devant une ribambelle de propositions-manifestes issues de groupes de réflexion «lucides» financés par les milieux d'affaires dont les objectifs véritables ne sont pas toujours avoués. A moins d'un sérieux coup de barre, le réveil pourrait être brutal pour le premier ministre.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BELAND



Le PLC: un parti «organique» et évolutif

La «tourmente», évoquée par les médias, qui secoue présentement le Parti libéral du Canada n'a au fond rien d'une catastrophe, bien au contraire. C'est que, et les sondages le confirment, le parti ne s'en allait nulle part sous la houlette du lieutenant Coderre, au Québec et ailleurs aussi, par contrecoup. On a bien vu, à Outremont et à Jeanne-Le Ber, que la volonté manifeste de M. Coderre d'ignorer la base militante et d'imposer ses visées ne devait profiter au fond qu'à lui-même, et non au chef et au parti. C'est vrai que Michael Ignatieff a fait quelques volte-face rapprochées, la dernière à 180 degrés en désavouant son propre lieutenant. Mais il a su agir à temps, et en vrai leader. Il aurait été nuisible pour le parti de persister à se montrer solidaire avec un lieutenant qui suscitait autant de grogne chez ses troupes.

Cela montre aussi que le Parti libéral est un parti vivant, «organique», reflétant bien les contradictions de la nature humaine, contrairement à d'autres, dogmatiques ou idéologiques. Il existe au Parti libéral une totale liberté de pensée et de parole, ainsi que certains principes et grandes idées comme la tolérance, l'ouverture, la générosité; mais on n'y trouve pas de dogme rigide, imposé avec l'autorité d'un pape, comme chez le Parti conservateur de Stephen Harper, ni d'idéologie fondatrice — sécessionniste chez le Bloc, ou socialisante chez le NDP. Il y aura toujours des débats et des tiraillements dans ce parti, quelquefois

de la «bisbille», mais c'est que la vie et la nature humaine sont ainsi, faillibles et perfectibles. Ses faiblesses mêmes font aussi la force de ce parti, avant tout humain, vivant et évolutif.

Christian Feuillette

Ex-candidat libéral dans la circonscription de Jeanne-Le Ber lors des élections fédérales de 2008
Montréal, le 2 octobre 2009

La jeunesse dans la vie politique municipale

Le 1^{er} novembre prochain, des élections municipales auront lieu partout au Québec. Aux dernières élections de 2005, le taux de participation des électeurs a encore chuté. Moins de la moitié de la population admissible au vote a participé aux élections municipales. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette baisse, mais il est certain que le faible nombre de candidats qui se présentent aux élections joue un rôle important. Une élection à un seul candidat, soit au poste de maire ou bien de conseiller, perd tout son intérêt. Les statistiques démontrent qu'en 2005 55 % des candidats à la mairie furent élus par acclamation, c'est-à-dire sans opposition. Ce chiffre est encore plus important pour ce qui est des conseillers municipaux, qui ont été à 61 % élus sans opposition. Depuis quelques années, le mandat des conseils municipaux est de plus en plus large et diversifié, d'où l'importance de participer à l'élection de ses membres. De plus, il est de notre intérêt d'encourager les citoyens à se présenter aux élections, que ce soit à titre de conseiller ou bien de maire.

Un autre facteur qui influe aussi grande-

ment sur le taux de participation est sans aucun doute la perte d'intérêt des jeunes face à la politique en général, mais en particulier pour la vie politique municipale et régionale. Un document produit par le ministère des Affaires municipales nous indique qu'il y a une corrélation entre le milieu socio-économique des électeurs et le taux de participation. Par exemple, les municipalités où le pourcentage de jeunes, d'étudiants et de locataires est important sont davantage assujetties à une baisse du taux de participation. En plus de très peu faire valoir leur droit comme votant, les jeunes sont grandement sous-représentés au niveau municipal. A peine 2 % des maires et 9 % des conseillers élus en 2005 sont dans la tranche des 18 à 34 ans. Le vote ainsi que la présentation de candidatures ne devraient pas représenter la chasse gardée des tranches d'âges plus élevées. Avec le vieillissement de la population, il est d'autant plus important de créer un momentum démocratique auprès des jeunes.

Selon moi, il est donc important d'encourager et de soutenir la candidature des 18 à 35 ans au sein d'élections, afin d'assurer une relève diversifiée en matière de gestion municipale. Par le fait même cela pourrait créer de l'intérêt et ainsi favoriser le maintien d'un taux constant de participation. La vie politique municipale et régionale représente un domaine qui touche directement les électeurs. Les institutions démocratiques dont les Québécois se sont dotés méritent d'être préservées. Il est donc important d'y assurer l'intérêt de la population à l'avenir et cela passe, avant tout, par la jeunesse.

Olivier Arvisais

Le 30 septembre 2009

LIBRE OPINION

Le mouvement syndical, plus nécessaire que jamais

FRANÇOIS VAUDREUIL,
CLAUDETTE CARBONNEAU
ET MICHEL ARSENAULT

Respectivement présidents de la CSD,
de la CSN et de la FTQ

Le 7 octobre prochain, la CSD, la CSN et la FTQ se joindront pour la deuxième année consécutive à la Confédération syndicale internationale (CSI) à laquelle nos organisations sont affiliées pour souligner la Journée mondiale pour le travail décent. Lancé en 1999 par l'Organisation internationale du travail (OIT), le concept de travail décent signifie l'accès pour tous, homme ou femme, à un emploi productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité.

Il repose sur quatre piliers: la promotion de l'emploi, les droits du travail, la protection sociale et le dialogue social. L'OIT reconnaît aussi aux organisations syndicales un rôle essentiel dans le soutien et la mise en œuvre de cet objectif au sein de chaque pays.

Il va donc de soi que, pour nous, l'accès à un travail décent commence par la pleine reconnaissance du droit d'association et de négociation. Droit qui encore aujourd'hui est trop souvent bafoué, même au Québec. Même si notre taux de présence syndicale se maintient autour des 40 %, les attaques contre le mouvement syndical demeurent nombreuses.

Outre de contester notre légitimité et de remettre en question notre mode d'accréditation syndicale, les tenants de la droite nous accusent de nuire au développement du Québec, d'être responsables du chômage et de nos problèmes de produc-

tivité. Un peu plus et ils nous accuseraient d'être à l'origine de la crise actuelle!

Or, plusieurs études montrent très bien que des organisations syndicales fortes, tant dans les entreprises que dans la société, loin d'être un frein au développement économique et social, favorisent la productivité, un meilleur partage de la richesse et une plus grande équité sociale. En fait, le consensus actuel indique plutôt que le taux de chômage a peu à voir avec la syndicalisation et la protection de l'emploi. Le climat des relations de travail compte bien davantage. Les pays où le dialogue social et la négociation collective sont bien intégrés et surtout acceptés ont d'excellentes performances économiques.

Le travail décent comme réponse à la crise

Cette année, la Journée mondiale pour le travail décent se déroulera alors que l'économie mondiale traverse une crise financière, économique, sociale et environnementale sans précédent. Si l'économie québécoise semble avoir mieux résisté, il n'en reste pas moins que la situation de l'emploi s'est fortement dégradée et que le chômage pourrait mettre du temps à se résorber. Bien que certains signes laissent entrevoir une sortie de la récession, nul ne sait si la reprise sera durable, ni quelle sera sa vigueur.

Par contre, il est certain que les choses ne doivent pas recommencer comme avant. Outre une réglementation accrue des marchés financiers, l'accès pour tous à un travail décent constitue une voie incontournable pour sortir du marasme actuel provoqué par une finance débridée et une foi aveugle dans les vertus autorégulatrices du marché.

L'appel pour une relance fondée sur le travail décent a été lancé en juin dernier lors de la 98^e réunion annuelle de l'OIT, alors que les représentants gouvernementaux, patronaux et syndicaux de plusieurs pays, dont le Canada, ont conclu un Pacte mondial pour l'emploi. Les dirigeants du G20, réunis à la fin du mois de septembre à Pittsburgh, ont d'ailleurs repris cet appel et se sont engagés à placer l'emploi de qualité au cœur de la relance. Nous agissons pour faire en sorte que ces engagements soient autre chose que des vœux pieux.

Un avantage

Les gouvernements canadien et québécois ont une obligation morale de s'inspirer du Pacte mondial pour l'emploi et de relancer la croissance sur de nouvelles bases. Par conséquent, ils ont aussi l'obligation de reconnaître le rôle et l'apport des organisations syndicales à cet égard.

On connaît bien l'avantage d'être syndiqué: salaire horaire moyen supérieur (en 2008, 22,69 \$ pour les syndiqués contre 18,30 \$ pour les non-syndiqués); accès à des régimes d'avantages sociaux plus généreux (assurance maladie complémentaire, assurance vie, régime de retraite, etc.); de plus longues périodes de vacances; des aménagements du temps de travail facilitant davantage la conciliation famille-travail; des mesures de santé et sécurité; un accès plus équitable à la formation, etc.

Mais on oublie un peu trop facilement que l'action syndicale, c'est aussi des luttes pour obtenir le respect et la dignité pour les travailleurs et les travailleuses, des interventions pour assurer la pérennité des emplois et des entreprises, des actions en faveur de l'environnement, et des com-

bats pour de meilleures protections sociales. Protections qui, bien que souvent insuffisantes, c'est le cas notamment du programme d'assurance-emploi, nous permettent toutefois de traverser ces moments difficiles en assurant un soutien aux salarié-es touchés et en jouant un rôle de stabilisateur économique.

Légitimité des syndicats

Comme le souligne une étude récente de Ludek Rychly du BIT (mai 2009), le dialogue social et la négociation collective sont des atouts pour les sociétés et doivent être encouragés. En entreprise, la négociation collective incite à l'échange d'information et à la prise en compte des intérêts et préoccupations de toutes les parties prenantes. Réalisée dans un climat de transparence, elle permet souvent d'éviter les suppressions de postes ou les baisses de salaires et de trouver des solutions pérennes. Sur le plan macro, le dialogue social permet de construire et d'assurer les conditions d'une croissance et d'un développement économique équitable et durable, c'est-à-dire soucieux à la fois des gens et de l'environnement.

En période de crise économique, cet aspect de l'action syndicale revêt tout son sens, et nous osons croire qu'il n'est pas étranger au fait que le Québec, avec son taux de syndicalisation de 40 %, s'en sort relativement mieux que ses voisins. Plutôt que de chercher à affaiblir cet avantage, nous souhaitons que cette Journée mondiale pour le travail décent soit un moment privilégié pour reconnaître la légitimité, les mérites et l'importance de la syndicalisation pour les salariés, leurs entreprises et pour l'ensemble de la société.

IDÉES



L'ex-dirigeant de Norbourg, Vincent Lacroix, à la sortie du tribunal, le mois dernier.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dossier Norbourg

L'Autorité des marchés financiers remet les pendules à l'heure

JEAN ST-GELAIS

Président-directeur général de l'Autorité des marchés financiers

Il s'est dit et écrit beaucoup de choses ces derniers temps à propos du rôle de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans l'affaire Norbourg. On a notamment laissé entendre que, dès 2002, l'Autorité avait les éléments en main pour freiner les activités frauduleuses de Vincent Lacroix. Rien n'est plus faux. Permettez-moi à mon tour de commenter ces graves allégations qui portent ombrage à la crédibilité de l'organisation que je dirige.

Dans l'affaire Norbourg, l'Autorité a mené son travail de façon diligente et rigoureuse. Et qu'une chose soit ici clairement établie: l'Autorité a agi dès que des renseignements suffisants lui ont permis de le faire. Toute prétention ou allégation voulant que l'Autorité ait eu, dès 2002, les éléments de preuve lui permettant de mettre au jour les activités frau-

duleuses de Norbourg est fautive et ne vise qu'à discréditer l'Autorité ou à trouver un coupable utile. Avec le recul, il est facile de prétendre que les soupçons que l'Autorité entretenait effectivement sur Norbourg auraient dû suffire pour lui permettre de bouger. Des soupçons ne valent rien devant la Cour, et c'est pourquoi le travail visait à bâtir des preuves solides.

Puzzle mis en place

C'est lorsque Éric Asselin décide de passer aux aveux à l'été 2005, après que l'étau s'est resserré autour de lui, que toutes les pièces du puzzle peuvent enfin être mises en place. Dès lors, l'Autorité a multiplié les ordonnances de blocage et d'interdiction, et des perquisitions ont été effectuées conjointement avec la police. Une démarche qui aura permis d'empêcher Vincent Lacroix de s'approprier les quelque 75 millions de dollars restants dans les fonds et de causer davantage de dégâts.

En concentrant habilement le tir vers l'Autorité, cela permet malheureusement d'oublier qui sont les

vrais responsables du scandale Norbourg. Ce sont ceux que nous appelons les «sentinelles» du secteur financier: les vérificateurs comptables, les fiduciaires et les gardiens des valeurs qui représentent le premier rempart des investisseurs contre les fraudeurs. Dans Norbourg, la vérité est que ces «sentinelles» ont lamentablement échoué dans leurs responsabilités de protéger l'argent des investisseurs.

Car, malgré les soupçons que l'Autorité pouvait entretenir sur Norbourg, jamais n'avons-nous cru un seul instant que l'argent des investisseurs était à risque. Pourquoi? Parce que ceux qui étaient chargés de veiller sur ces questions nous disaient que tout était conforme, qu'il n'y avait aucun problème. Bref, que l'argent était sous bonne garde et protégé. Que s'est-il passé chez les KPMG, Northern Trust, Concentra et Deschambault pour qu'une telle situation puisse se produire? Comment se fait-il qu'aucun drapeau rouge n'ait jamais été levé de leur côté? Ces sentinelles avaient la responsa-

bilité de surveiller et d'alerter face à ce qui se passait.

Attaquée injustement

Avec le procès au criminel des ex-adjointes de Vincent Lacroix qui vient de commencer, la tentation sera grande de jeter régulièrement la balle dans l'accommodante cour de l'Autorité des marchés financiers, en oubliant l'importance du rôle joué par les autres joueurs impliqués dans cette affaire. Notre dossier est prêt et sera défendu devant les instances appropriées.

L'Autorité des marchés financiers n'a pas la prétention d'être parfaite, mais ne peut rester silencieuse lorsqu'elle est attaquée pour des motifs qui ne relèvent pas de sa responsabilité. Ne perdons jamais de vue également les 9200 investisseurs qui ont été lésés dans l'affaire Norbourg et qui représentent les vraies victimes de Vincent Lacroix. Le désarroi et la colère de ces victimes sont légitimes.

Pour ma part, je peux vous assurer que l'Autorité des marchés financiers entend continuer à assumer pleinement son rôle afin de protéger les investisseurs et de leur donner confiance dans les marchés financiers.



Jean St-Gelais

Journée mondiale des enseignants

L'enseignement, une profession à revaloriser

COLLECTIF D'AUTEURS

La Journée mondiale des enseignants, qui se tient chaque année le 5 octobre, célèbre l'anniversaire de la signature de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant adoptée par l'UNESCO en 1966. Cette recommandation apparaît d'actualité, puisque plusieurs partenaires du monde de l'éducation cherchent à valoriser la profession enseignante. Mais, au-delà des discours, que fait-on vraiment?

Prenons le temps de regarder les différentes facettes du travail enseignant. Que font réellement les enseignants durant tout ce temps passé avec leurs élèves? Bien sûr, ils enseignent le programme officiel, mais ils le font en choisissant des moyens visuels et sonores d'actualité qui stimuleront ces derniers; en reformulant dans un langage adapté, concret, imagé pour que chacun s'y reconnaisse; en lisant sur les visages les interrogations, les doutes, le découragement; en attirant l'attention sur les faits marquants, les concepts importants. Et quand les élèves sont partis à la maison, ces mêmes personnes retournent à leurs cahiers pour préparer le contenu du prochain cours, trier les exercices appropriés, corriger les copies, etc.

Le temps et l'énergie que les enseignants mettent dans leur travail, les choix qu'ils font et les actions qu'ils accomplissent vont au-delà du savoir théorique des manuels et des modes pédagogiques. Ce savoir spécifique, difficile à cerner, ne se résume pas à la maîtrise de sa discipline et

à une facilité à communiquer. L'enseignement est plus complexe. C'est un travail interactif, sur et avec l'humain. C'est un travail de conviction, de valeurs, de réflexion. C'est un travail qui nous suit partout, parce qu'on y met une grande part de nous-mêmes.

Conditions difficiles

Les enseignants s'engagent entièrement dans leur travail et ils sont d'autant plus remarquables qu'ils enseignent souvent dans des conditions difficiles, que ce soit les élèves en difficulté d'apprentissage, la violence verbale et parfois physique qui nuit au climat de classe ou, encore, les écarts importants entre les élèves de la classe. Comment accepter le sentiment d'impuissance que témoigne le personnel enseignant devant le peu de moyens dont il dispose pour amener les élèves vers la réussite? Il faut croire en ce que l'on fait pour persévérer dans ce métier.

Différentes enquêtes confirment que la tâche des enseignantes et enseignants est de plus en plus lourde. Cet alourdissement est particulièrement constaté dans le travail hors classe, par exemple pour siéger aux comités et aux lieux de décision, pour organiser des campagnes de financement, pour mettre en place de nombreux plans d'action ou pour accomplir des tâches bureaucratiques. Selon Claude Lessard, chercheur en éducation, ces tâches «énergivores et consommatrices de ressources [...] expliquent l'essoufflement des enseignants et le discours sur l'alourdissement de la tâche. Le cri du cœur de plusieurs pour dire que l'école et ses

travailleurs ont besoin d'oxygène exprime le sentiment de surcharge et d'impossibilité de répondre à toutes les demandes et à toutes les attentes.»

Des professionnels

On demande aux enseignants de tout accomplir, y compris ce qui relève davantage de la famille et de la société que de l'école. De plus, on fixe la barre très haut, sans leur donner les moyens de l'atteindre.

Les enseignants sont tous les jours sur la ligne de feu. Il est impératif et urgent de valoriser leur travail, notamment en tenant compte de leurs opinions, en respectant leur autonomie professionnelle, en leur donnant tous les outils pour accomplir leur travail et en leur permettant d'exprimer leur jugement et leur créativité professionnelle dans leur travail. En considérant les enseignants pour ce qu'ils sont, de véritables professionnels, on enverra le signal que l'éducation est une réelle priorité.

Ont signé cette lettre: Manon Bernard (FSE-CSQ), Gaëtan Bell (FAMEQ), Lynda Berthiaume (AQÉCR), Francine Boily (AEPQ), Daniel Charest (AQESAP), Huguette Faille (CPIQ), Jacques Jacob (GRMS), Laurent Lamontagne (SPHQ), Serge Laurendeau (APEQ-QPAT), Gaston Leclerc (AQISEP), Stéphan Lenoir (AQEP), Mario Morin (AQUOPS), Lise Proulx (AQEUS), Mario Sévigny (FÉEPEQ) et Micheline Shinck (SPEAQ).

Conflit au Journal de Montréal

253 employés en lock-out, 253 jours plus tard...

RAYNALD LEBLANC

Président du Syndicat des travailleurs de l'information du Journal de Montréal (CSN)

Il y avait 253 jours, le 3 octobre, que nous, les 253 travailleuses et travailleurs du Journal de Montréal avons été mis en lock-out par Quebecor. Depuis le 24 janvier, nous avons intensément vécu chacune de ces sombres journées en nous demandant quand ce cauchemar allait prendre fin.

On a beau avoir vu venir ce lock-out de longue date, notamment avec les 16 mois de conflit qu'ont vécus nos collègues du Journal de Québec, force est d'admettre qu'il est impossible de se préparer à ce genre d'épreuve. Depuis la fondation du Journal, en 1964, nous n'avons jamais pensé nous retrouver dans une telle situation.

Depuis 253 jours, nous ressentons le mépris des dirigeants d'un empire qui a été érigé grâce à notre travail et à l'attachement que nous avons toujours porté au Journal de Montréal. Ce quotidien, il a toujours fait partie de nos vies. Nous y avons investi du temps, mais plus encore, notre cœur. Jour après jour, pendant que nous arpentons le trottoir, pancarte à la main, ou que nous produisons RueFrontenac.com, nous ne pouvons nous empêcher de jeter un oeil, la rage au cœur, sur cet édifice de l'autre côté de la rue. Pendant ce temps, les presses continuent de rouler comme si de rien n'était.

Pas que du noir

Au cours de ces 253 journées, nous avons vu des collègues et amis s'enfoncer un peu plus dans des problèmes de tout ordre. Vie familiale brisée, difficultés financières forçant plusieurs à vendre leur maison, détresse psychologique et quoi encore? Ce n'est pas encore assez pour nos dirigeants, inflexibles, qui souhaitent nous dominer davantage pour arriver à leurs fins.

Mais il n'y a pas que du noir. Le conflit que nous subissons nous a rapprochés davantage. Nous avons même eu le bonheur de voir des couples se former sur la ligne de piquetage. Après neuf mois de lock-out, certaines travailleuses ont vu leur famille s'agrandir. Hier, nous étions des individus regroupés par secteur à l'intérieur de deux groupes d'employés: la rédaction et le personnel de bureau.

Aujourd'hui, nous sommes une grande famille solidaire. Nous nous soutenons devant les embûches et toutes les difficultés qui se dressent devant nous. Notre nouvelle force, nous la puisons dans cette solidarité qui nous étreint. Chaque jour de ce conflit en est encore un de trop.

Je laisse à mes collègues et amis le dernier mot.

Paroles de travailleurs

«Les premiers mois de lock-out ont été les moments les plus difficiles de ma vie. J'apprends maintenant à vivre sans le journal et je découvre qu'il y a autre chose.»

— Marco Fortier, chroniqueur politique

«On nous traite comme des moins que rien. Aucun travailleur ne mérite d'être traité de la sorte. Ça manque d'humanisme.»

— Ginette Arseneault, commis comptable

«Pour la première fois de ma vie, je ne sais pas où je m'en vais, c'est un cul-de-sac. Tu ne veux pas hair, mais t'haïs. L'employeur est d'une froideur, il n'a pas le cœur à la bonne place.»

— Marjolaine Roy, commis aux petites annonces

«J'ai été plongé dans un coma artificiel le 24 janvier 2009 par Quebecor et la direction du Journal de Montréal. Un coma professionnel, personnel, psychologique et financier. Et comme dans tout coma, si un jour on en sort, on ne sait pas dans quel état et quelles en seront les séquelles.»

— Fabrice de Pierrebouge, journaliste

«Comme photographe de presse, je voulais dénoncer l'injustice, je me retrouve à la subir.»

— Pascal Rathé, photographe

«Le conflit m'a donné des ailes. Avec RueFrontenac, j'ai découvert la vraie signification de liberté d'expression. J'ai décidé de me battre avec mes mots. Pas pour moi. Pas pour garder ma job. Mais pour la profession.»

— Jessica Nadeau, journaliste

«Chaque année, je rapportais au journal à moi seule environ 800 000 \$ en vendant des petites annonces. On est 30 filles dans le département. Pourquoi il nous jette sur le trottoir? Je suis encore sonnée. J'ai passé 32 ans au journal, j'ai commencé à 17 ans. J'ai perdu mon sentiment d'appartenance.»

— Ginette Loyer, téléphoniste-vendeuse aux petites annonces

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux-Saucy (santé), Alexandre Shiekh (général), Philippe Poirier (pupitre), **Information politique:** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzette et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), **Information culturelle:** Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourquait-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), **Information économique:** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre), **Information internationale:** Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Jean-Jacques Coulombe et Etienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction), **DOCUMENTATION:** Gilles Gauthier (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spécliel (Québec), Monique Blérier (Ottawa), **PUBLICITÉ:** Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Domeres, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Doanngama, Amélie Maitre, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), **PRODUCTION:** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatis, **INFORMATIQUE:** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIAGE:** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), **ADMINISTRATION:** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

CINAR

La vivacité du juge Auclair est pour beaucoup dans le revirement stratégique de Cinar en appel

SUITE DE LA PAGE 1

la Cour d'appel récemment, Cinar reconnaît que sa participation financière dans la série *Robinson Sucroé* (une coproduction France-Québec) était de 10 % en réalité, et non de 25 % comme elle l'a toujours prétendu. Si ces faits avaient été connus en 1994, Cinar aurait été privée d'un crédit d'impôt pour la coproduction de Téléfilm de 60 000 \$ et d'un crédit d'impôt de la SODEC de 420 098 \$.

En effet, pour être admissible au crédit d'impôt de Téléfilm, un producteur doit financer au moins 20 % de la coproduction. Et pour obtenir celui de la SODEC, il doit détenir le statut de coproduction officielle de Téléfilm.

Dans sa décision anticipée conférant à *Robinson Sucroé* le statut de coproduction, Téléfilm est très clair. En aucun cas la participation financière du partenaire canadien ne doit tomber en dessous de la barre des 20 % du budget total et définitif de production. «Toute modification à un projet ayant fait l'objet d'une décision anticipée est susceptible de lui faire perdre son statut de coproduction officielle. S'il s'avère nécessaire de modifier le projet, l'approbation préalable des autorités compétentes doit être obtenue», stipule la lettre d'approbation de Téléfilm, un document daté du 17 août 1994.

Cinar, jadis le fleuron de l'animation au Canada, a non seulement berné les gouvernements du Québec et d'Ottawa, mais la compagnie fondée par feu Micheline Charest et Ronald Weinberg a aussi nié ces faits dans l'arène judiciaire pendant 13 ans.

Épisode parisien

La vivacité du juge Auclair est pour beaucoup dans le revirement stratégique de Cinar en appel. Lorsque le procès de Claude Robinson s'est transporté à Paris pour l'audition de témoins français, en décembre dernier, le juge a insisté pour convoquer une deuxième fois l'ancien patron de France-Animation, Christian Davin, le partenaire de Cinar dans la coproduction de *Robinson Sucroé*.

Le juge a repéré deux documents contradictoires, signés le 30 novembre 1993, qu'il a mis sous les yeux de M. Davin. L'entente officielle de coproduction, envoyée aux gouvernements aux fins du crédit d'impôt, établit à 25 % la participation de Cinar et à 75 % celle de France-Animation. Le document est signé par Christian Davin, p.d.g. de France-Animation, et Micheline Charest, chef de la direction de Cinar.

Or, M. Davin et Mme Charest ont signé le même jour une contre-lettre, rétablissant la participation de Cinar à 10 % et celle de France-Animation à 90 %. Cette contre-lettre, non contredite par le témoin Davin, a scellé la relation d'affaires entre Cinar et France-Animation.

«Sans aucun scrupule, [Cinar] fraude les autorités pour rencontrer les conditions d'admissibilité en vertu de la convention bilatérale France-Québec sur les pourcentages minima qui doivent être observés dans les productions France-Québec», fait remarquer le juge dans sa décision.

Feu Micheline Charest a même poussé «l'arrogance et l'audace» jusqu'à envoyer l'entente officielle de coproduction aux policiers de la Gendarmerie royale du Canada, qui enquêtaient sur des allégations de fraude, sans jamais leur remettre, bien sûr, la contre-lettre.

Le récent acte de contrition de Cinar n'est pas désintéressé. Si jamais la Cour d'appel décide de maintenir le jugement de première instance, Cinar estime qu'elle ne devrait pas avoir à assumer plus de 10 % de la facture, allègue la requête pour permission d'en appeler. Il aura fallu l'audition de 44 témoins (dont quatre experts), la conduite de 23 interrogatoires préalables, le dépôt de 20 765 pages de documents et l'écoute des 53 heures de la série *Robinson Sucroé* pour que Cinar admette la vérité.

Le Devoir

PLC

SUITE DE LA PAGE 1

sévères envers l'ancien lieutenant de M. Ignatieff.

«C'est peut-être plus un petit drame humain qu'autre chose, estime le député Marc Garneau, président du caucus québécois. Ce n'est pas quelque chose qui a ébranlé le parti. [M. Coderre] a eu un conflit personnel vis-à-vis un comté, et le chef a dû trancher.»

Pour Marcel Proulx, député de Hull-Aylmer, Denis Coderre «aurait peut-être pu se retirer sans nécessairement rendre tout ça public. Mais il a choisi de le faire, et c'est son choix». Mêmes propos chez Marlene Jennings, députée de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine. «Si j'avais eu la chance de parler à Denis avant, je lui aurais conseillé [...] de ne pas le faire de la manière qu'il l'a faite.»

Mais selon un stratège libéral, «le départ de M. Coderre dans ces circonstances n'est peut-être pas si mauvais: en faisant les choses ainsi, il s'est mis beaucoup de monde à dos. S'il n'avait rien dit, beaucoup auraient pensé: "pauvre Denis". Là, au contraire, il y a une espèce d'unanimité pour dire: "OK, c'était inutile, on tourne la page et on continue". Ça regroupe. Il nous a rendu service, au fond.»

Une autre source confie que Denis Coderre «fonctionnait de manière autoritaire: si tu ne voulais pas faire campagne à sa manière, tu ne pouvais pas être dans l'équipe. Ça va donner un peu d'air à des candidats qui n'auraient pas eu leur place autrement». «Denis faisait un vacuum autour de lui, juge également un stratège bien placé au sein du parti. Je crois que son départ permettra à plusieurs personnes de revenir, des gens qui ne s'entendaient pas nécessairement bien avec lui.»

Candidate désignée dans Ahuntsic, Noushig Eloyan indiquait que ce départ aura été l'occasion de «crever un abcès, de dire publiquement plusieurs petites choses qui dérangeaient dans un sens ou dans l'autre. Il y a eu une prise de conscience qui a permis de ressouder tout le monde, je crois.»

Partie prenante du conflit qui a dégénéré jusqu'à la démission de Denis Coderre, l'ancien ministre Martin Cauchon, candidat pressenti dans Outremont, juge que «l'unité est reconstruite. Faites le tour, parlez aux gens, l'esprit est bon, et le caucus s'est montré fort la semaine dernière. Je suis fier de la situation que je vois aujourd'hui, et fier des décisions de mon chef.»

Le départ de Denis Coderre imposera «qu'on fasse plus de travail d'équipe, et je pense que c'est à notre avantage», croit Justin Trudeau, député de Papezou. Il a repoussé du revers de la main l'idée que l'entourage du chef est trop torontois. «Si une chose rassemble les gens de partout au pays, c'est parfois d'être jaloux de Toronto et de son influence», dit-il en parlant de «réflexe».

Au final, le nouveau président de l'aile québécoise du PLC, Marc Lavigne, a dit avoir trouvé «très encourageante» la réaction des militants et des députés. «Je regarde ce qui se passe aujourd'hui, et ce n'est pas ce qui s'annonçait au début de la semaine. On voit que les gens ont envie de travailler et de laisser ça derrière.»

PILOTES

SUITE DE LA PAGE 1

pas être en mesure de faire de «lien direct entre les sondes Pitot et l'accident». Le BEA soutient toujours que seules les boîtes noires qui n'ont pas encore été retrouvées permettraient de déterminer les causes précises de l'accident.

Les deux pilotes qui ont enquêté chacun de leur côté sur une dizaine d'accidents aériens, ont consulté 47 documents officiels avant de rédiger leur rapport, dont ils ont révélé en exclusivité les grandes lignes au *Journal du dimanche*. «Sans la panne des sondes Pitot, il n'y aurait pas eu d'accident», a déclaré Gérard Arnoux à l'hebdomadaire français, tout en dénonçant le BEA qui, à ses yeux, «cherche à minimiser le rôle joué par les Pitot parce qu'il n'a pas diligencé les enquêtes que les lois et règlements lui imposaient de faire depuis au moins le signal d'alarme tiré par son homologue allemand en 1999, et en tout état de cause depuis les incidents de 2008». Entre mai 2008 et mars 2009, Air France a en effet connu neuf incidents mettant en cause les sondes Pitot.

Les sondes Pitot, qui ont transmis des mesures

rendum de 1995), refuse net d'en donner. Mais au fil de la conversation, on comprend qu'il a en tête, par exemple, l'ancien ministre Joseph Facal (dont Bédard est pourtant proche) et l'ex-premier ministre Lucien Bouchard.

«Nos élites ont tendance à accuser le peuple, constamment: "Les Québécois ne sont pas assez ci, ils sont trop ça. Il n'y a rien à faire avec notre société". Bien, je m'excuse! Les Réformistes, eux, ont vécu à une période, au XIX^e siècle, beaucoup plus noire que la nôtre, beaucoup plus difficile. Et ils sont passés à travers.»

Par exemple, l'école actuelle, en 2009, pose d'énormes défis, note Bédard. (Il en sait quelque chose, lui qui a mis son pied un Collectif pour une éducation de qualité pour combattre le «renouveau pédagogique».) «Mais à l'époque des réformistes, les problèmes étaient bien plus grands: il n'y en avait même pas, d'école!»

Syndrome «post-rébellions»

Qui sont les réformistes canadiens-français du XIX^e siècle? Notre société oublieuse les connaît surtout... par la topographie: ce sont des noms de rues, de parcs, de circonscriptions, de bibliothèques, etc. (LaFontaine, Cartier, Chauveau, Garneau, etc.). Un groupe d'hommes politiques et un historien (Garneau) qui tenta de recoller les pots cassés, après l'échec des Rébellions de 1837-1838. Ils ont donc en commun «avec ma génération», écrit Eric Bédard,



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Le chef du PLC, Michael Ignatieff et son épouse, Zsuzsanna Zsohar, hier, à Québec.

Un remplaçant

Michael Ignatieff a par ailleurs profité d'un point de presse pour annoncer qu'il nommerait très bientôt un remplaçant à Denis Coderre. Cette personne sera possiblement un élu, a-t-il dit. Au début de la semaine, le chef libéral avait pourtant mentionné que le poste de lieutenant politique demeurerait vacant.

«Il y a dans la constitution du parti un représentant du chef sur le comité exécutif et on va nommer quelqu'un dans les jours qui viennent», a expliqué M. Ignatieff. «Je vais nommer ce représentant et je crois qu'on va choisir peut-être en même temps un organisateur en chef, une organisatrice en chef», a-t-il ajouté.

L'organisateur en chef du PLC-Q, Pierre Lajeunesse, a démissionné en même temps que M. Coderre. Les noms de Marc Garneau, Pablo Rodriguez et Alexandra Mendez circulaient hier comme possible nouveau lieutenant, mais tant M. Garneau

Coderre tempère ses propos

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'ex-lieutenant québécois de Michael Ignatieff, Denis Coderre, a profité de son passage à l'émission *Tout le monde en parle* pour minimiser l'impact de sa démission fracassante et réitérer son allégeance au Parti libéral du Canada et à son chef. A son tour, il désire maintenant tourner la page puisque, dit-il, le PLC n'est pas divisé.

Les bonzes du PLC pourront donc mieux respirer. Denis Coderre n'en a pas remis une couche lors de son entrevue avec Guy A. Lepage, diffusée hier soir. Au contraire, le député de Bourassa a répété plusieurs fois que le PLC est un «grand parti», que son chef mérite le respect et que les Québécois devraient voter pour ce parti et non pour le Bloc québécois s'ils veulent se débarrasser de Stephen Harper auquel ils «ne s'identifient pas».

«Il n'y a aucune guerre», a assuré M. Coderre. Il y a une équipe au Québec, il y a des candidats. Des gens ne se sont peut-être pas mêlés de leurs affaires et on leur a tapé sur les doigts. Selon lui, ses allégations de lundi dernier sur le fait que la garde



Denis Coderre

que M. Rodriguez n'avaient entendu parler de rien à la fin de l'après-midi.

Concernant le contenu de son discours — où il a notamment parlé de ses origines québécoises avec emphase —, M. Ignatieff s'est défendu de ne pas pouvoir détailler quel type de solution il propose aux Canadiens. Le chef libéral a mentionné que les discours d'hier n'étaient pas une «annonce électorale, c'était pour donner et recevoir de l'inspiration. Nous élaborerons [plus tard].» Mais, selon lui, il est bien difficile de proposer des mesures économiques précises quand «les données changent de semaine en semaine». Son parti est celui de la responsabilité fiscale et de la compassion sociale, a-t-il simplement dit en ajoutant vouloir sortir de «l'arrogance partisane» qui guide selon lui le gouvernement actuel.

Le congrès a autrement été l'occasion d'élire plusieurs personnes au sein de la structure du PLC-Q. Marc Lavigne a été désigné nouveau président, alors que l'avocat Marc Bélanger présidera dorénavant la commission politique. C'est lui qui sera chargé de superviser les changements à apporter à la plate-forme du parti, selon le moment du déclenchement des élections.

Celles-ci apparaissent désormais bien incertaines pour l'automne, le NPD donnant actuellement son appui au gouvernement en échange de l'adoption de bonifications à l'assurance-emploi. Interrogé sur la position de son parti — alors que certains députés exprimaient hier matin à mots couverts leur malaise à devoir voter contre toutes les initiatives du gouvernement —, Michael Ignatieff a indiqué que le PLC voterait au cas par cas, mais que tout vote de confiance serait négatif.

Le Devoir

rapprochée torontoise de Michael Ignatieff en menait trop large au parti a eu un effet bénéfique, même s'il n'a pas voulu nommer qui, au juste, il visait. «On a vu dans les journaux des photos, s'est-il contenté de répondre. Quand on fait des affaires au Québec, s'il vous plaît, respectez les autorités qui sont en place. Le message a passé, et c'est positif. Là, il faut tourner la page.»

Il a admis que sa démission avait été une «décision importante, dure, difficile». La regrette-t-il, lui qui ne se cache pas d'aspirer à diriger un jour le PLC? Non, a-t-il affirmé. «J'ai voulu envoyer le message que Denis Coderre a aussi des principes.»

Notons enfin ce savoureux passage démontrant le lien parfois ténu entre message politique et réalité. «Il y a eu un congrès aujourd'hui et ça a été un succès», a déclaré Denis Coderre à l'animateur acquiesçant d'un hochement de tête. Le congrès de l'aile québécoise du PLC a bien eu lieu hier, avant la diffusion de l'émission, mais quand même trois bons jours après son enregistrement!

Le Devoir

FATALISME

SUITE DE LA PAGE 1

fera graduellement et sans secousse, et sera d'autant plus prompt qu'on la laissera à son cours naturel». Le pauvre, malgré son opposition aux Rébellions, venait d'être emprisonné dans le Vieux-Québec pendant près de quatre mois pour «menées séditeuses», puisqu'il avait été un des chefs du Parti patriote à Québec. Dans son cachot humide, il avait en partie perdu l'ouïe. «Cette phrase, on la lui reprochera longtemps, mais il faut savoir que jamais il ne renouera avec ce fatalisme», plaide Eric Bédard. Au contraire, par la suite, Parent prononce plusieurs grandes conférences sur l'importance de l'industrie pour les Canadiens français et sur l'éducation. Le politologue Gérard Bergeron a même déjà dit qu'il avait écrit le «premier rapport Parent»!

Élites désabusées

Contrastons le «moment de faiblesse» de Parent avec l'attitude des élites d'aujourd'hui, propose Bédard. Que voit-on? «Une bonne partie d'entre elles semblent prendre plaisir à désespérer de nous-mêmes», déplore-t-il. Des noms en particulier? Bédard, qui a ses entrées dans le monde politique (il fut président des jeunes du Parti québécois au moment du réfé-

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390